



Infrastructures

Le train va dans la mauvaise direction

01.04.2019

D'un coup d'oeil

Une récente étude de Litra prépare le terrain pour un changement de politique dans les transports: augmenter la part des transports publics dans la répartition modale grâce à des objectifs politiques obligatoires et des mesures contraignantes. Les attentes formulées sont discutables du point de vue économique et révèlent une vision d'un marché de la mobilité éloignée des besoins des clients.

Lors d'une conférence de presse en mars dernier, le Service d'information pour les transports publics (Litra) a présenté une étude sur la répartition modale des transports de voyageurs, en compagnie de l'Office fédéral du développement territorial et de l'Union des transports publics. Cette étude examine l'utilisation actuelle des transports en Suisse sous différents angles et l'interprétation «juste» de la part des transports publics à l'ensemble du trafic. La Litra conclut que des objectifs et des mesures contraignants pour le trafic routier, telles que des réductions de vitesse, la suppression de places de parking, voire de nouveaux impôts sur le trafic individuel motorisé, sont nécessaires pour augmenter la part des transports publics dans la répartition modale. Elle préconise aussi de consacrer davantage de ressources étatiques aux transports publics à des fins de loisirs.

CHANGER LES HABITUDES DES USAGERS, UNE VISION D'AVENIR?

Un monopole financé majoritairement par les pouvoirs publics propose d'utiliser ses ressources et de s'engager politiquement pour faire changer les habitudes de la population, dans le but d'augmenter sa propre part de marché. On pourrait interpréter ainsi la position des représentants de la branche des transports publics. L'objectif de maintenir les structures existantes, associé à l'idée qu'on puisse obliger la population à changer ses habitudes à coups de subventions, d'impôts et de restrictions, ne représente pas une vision très stimulante pour l'avenir.

EXPLOITER LES SYNERGIES AU LIEU DE DEMANDER DES SUBVENTIONS

La Constitution prévoit que l'État veille à ce qu'une offre de transport public avantageuse soit proposée sur tout le territoire. À cet égard, il est certainement souhaitable de placer l'utilité pour les clients au centre et d'augmenter les synergies entre les différents modes de transport. Cela améliorerait l'attractivité – et donc l'utilité économique des transports publics.

En tant qu'utilisateur quotidien des transports publics, j'apprécie beaucoup l'amélioration constante de l'offre. Cependant, je sais aussi qu'il serait possible

de proposer des services moins onéreux et plus innovants (débat sur le wifi dans les trains, par exemple).

SE FOCALISER SUR LA MOBILITE AU LIEU DE CHERCHER A SUBVENTIONNER LES TRANSPORTS PUBLICS

Dans le domaine de la mobilité, l'objectif ne devrait pas être d'imposer l'utilisation des transports publics. Au contraire, il faut développer une mobilité intégrant les besoins des clients, interconnectée et multimodale, sans entraves, efficace et à faibles émissions voire sans émissions. Des transports publics non compétitifs et imposés par les milieux politiques sont une mauvaise approche.